

**Questions posées au gouvernement
lors de la 41e session
du Comité DESC**

11-12 novembre 2008

Questions	Réponses du gouvernement
<p>Le gouvernement a-t-il consulté les groupes de la société civile lors de l'élaboration de son rapport sur les DESC ?</p>	
<p>Dans quelle mesure le gouvernement a-t-il appliqué ou tenu compte des observations finales du Comité DESC de 1995 ?</p>	
<p>Seulement 5% du PIB est consacré au logement alors que 9% est destiné à l'armée.</p> <p>Seulement 20% du budget logement va aux logements sociaux alors que le reste est consacré à des projets de de logements destinés à des groupes aux revenus plus élevés.</p>	<p>Le budget logement est peu élevé car il est financé par les Sociétés d'Etat (Government-Owned and Controlled Corporations).</p> <p>Le logement est dominé par le secteur privé, le rôle du gouvernement est de créer un environnement propice à son développement.</p> <p>Augmentation du budget logement de 500 millions.</p>
<p>Les expulsions forcées ont fait plus de 500 000 victimes récurrentes entre 1996 et 2008.</p> <p>La fonction de chambre de compensation pour les opérations de démolitions qui revenait à la Commission présidentielle sur la pauvreté urbaine (Presidential Commission for the Urban Poor) a été déléguée à des unités de gouvernement local.</p> <p>Les expulsions forcées doivent cesser jusqu'à ce que des directives convenables soient énoncées.</p>	<p>Le gouvernement a reconnu des violations de droits lors d'expulsions et collabore avec la Commission des droits de l'Homme dans le cadre d'une enquête sur ces violations.</p> <p>le transfert de la chambre des compensation s'explique par la régionalisation.</p> <p>Aucune expulsion ou démolition n'est mise en œuvre sans que des mesure sociales aient été prévues.</p> <p>En ce qui concerne les insuffisances de relogement, la Commission présidentielle sur la pauvreté urbaine a relancé son programme de préparation sociale, exemple de réussite : projet de délocalisation de NorthRail</p> <p>Le décret 708 a délégué la fonction de chambre de compensation de la Commission présidentielle sur la pauvreté urbaine à des unités de gouvernement local mais la conduite d'expulsions respecte les directives des Nations Unies. Les Conseils du logement à l'échelle des villes et des municipalités seraient également impliqués.</p> <p>Occupants illégaux professionnels</p>

<p>30% de la population vit dans des habitats informels.</p>	<p>En cours de réalisation : la mise en œuvre d'un programme d'abri plus efficace par le Comité inter-agences de Metro Manila.</p>
<p>Quelle est la situation des personnes déplacées dans leur propre pays à Mindanao en terme de logement et d'éducation ? Quelle assistance leur a été fournie ?</p>	<p>Le gouvernement a dépensé 132 millions de pesos philippins pour venir en aide personnes déplacées dans le sud du pays. Selon le Programme alimentaire mondial, il n'y a pas de crise humanitaire dans les zones touchées par les combats récents de Mindanao.</p> <p>433 centres d'évacuation ont été fermés à Mindanao. Il en existe seulement 140 pour loger 63 000 familles, principalement à Lanao del Norte</p>
<p>Clarifier le mandat de la Commission des droits de l'Homme (CDH) concernant les DESC.</p>	<p>La CDH a adopté le Résolution A-9568 l'autorisant à enquêter sur les violations de DESC.</p>
<p>Concessions minières dans les domaines ancestraux. Quels sont les procédés utilisés pour obtenir le consentement des peuples autochtones ? L'exploitation minière fait-elle obstacle à l'application des droits ancestraux ?</p>	<p>Les principes du Consentement préalable accordé librement et en pleine connaissance de cause pour obtenir le consentement des communautés autochtones ont été revus en 2006 en consultation avec ces dernières.</p>
<p>Concernant les déportés de Sabah qui étaient détenus, quelles mesures ont été prises pour améliorer leur situation ?</p>	<p>Le Ministère des Affaires Étrangères n'a pas fait état de maltraitances envers les déportés de Sabah.</p> <p>Le Ministère de l'action sociale et du développement (DSWD) est chargé de protéger les déportés, de recueillir des informations, et de favoriser leur réintégration.</p> <p>L'équipe consulaire du gouvernement a déjà effectué des contrôles quant à la situation des détenus. Seules les personnes valides sont déportées. Aucun enfant n'est déporté à moins d'être accompagné.</p>
<p>Quelles poursuites ont été engagées contre les responsables des disparitions forcées de défenseurs des droits de l'Homme ? Règne-t-il une culture d'impunité pour les auteurs de ces crimes ?</p>	<p>Selon une enquête du gouvernement, les 836 cas signalés d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées sont pour la plupart erronés ou inexistantes.</p> <p>Le gouvernement a déjà créé une unité spéciale de police pour enquêter sur les</p>

	<p>assassinats politiques sous l'autorité du Ministère de la justice. Cette unité mettra en place un suivi ainsi qu'une base de données.</p> <p>Le gouvernement a consacré 25 millions de pesos pour lutter contre les exécutions extrajudiciaires, budget délivré à la CDH.</p>
<p>Donnez une évaluation de la Révision Périodique Universelle (RPU) et de ce qui a été mis en œuvre afin d'appliquer les recommandations.</p>	
<p>Nous aimerions connaître les normes et indicateurs nationaux, ainsi que la position des Philippines à échelle continentale ou mondiale dans les différents domaines.</p>	<p>Les Philippines sont en bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) excepté en ce qui concerne l'éducation et la pauvreté, semble-t-il.</p>
<p>Pourquoi cela a-t-il pris si longtemps au gouvernement de soumettre le rapport ? Et les 2e, 3e et 4e sous forme d'un rapport unique suite aux observations finales de 1995 ?</p>	<p>La crise financière et les changements de dirigeants à la tête du gouvernement expliquent le retard dans la soumission des rapports sur les DESC.</p>
<p>Jusqu'où s'applique la définition de l'autodétermination contenue dans la Loi sur les droits des peuples autochtones ? Existe-t-il une limite à l'exercice de ce droit ?</p>	<p>Le droit à l'autodétermination est reconnu par le gouvernement. Les Philippines sont un signataire de la Déclaration des nations unies sur les droits des peuples autochtones.</p>
<p>Pourquoi les Philippines n'ont-elles pas encore signé la Convention 169 de L'OIT ? Le gouvernement s'y oppose-t-il ?</p>	<p>Selon l'OIT, la Convention 169 nécessite encore des amendements et en outre, la Loi sur les droits des peuples autochtones est bien supérieure à la Convention 169 de l'OIT.</p>
<p>Comment le gouvernement aborde-t-il la question de la corruption ? Il semble qu'il n'existe aucun engagement politique de la part du gouvernement afin de combattre la corruption.</p>	<p>Le gouvernement a adopté une approche en trois points afin de combattre la corruption : des mesures punitives, des contrôles de moralité et de train de vie, et une participation publique.</p> <p>Le décret 12 instaure la Commission présidentielle anti-corruption qui bénéficie d'une subvention d'un milliard de pesos.</p> <p>Entre 2001 et 2007, 875 affaires administratives sont passées en jugement, aboutissant à la condamnation de 126 fonctionnaires.</p>

<p>En 1995, le Comité avait déjà souligné le fait que le service de la dette limitait les ressources disponibles pour les DESC, mais pourquoi y consacrez-vous toujours, en 2005, 10% de votre budget ? Cela pose problème.</p>	<p>Il est vrai que l'allocation budgétaire pour les services sociaux a baissé au début d'année 2000 mais elle a commencé à augmenter en 2007 (21,9%) jusqu'à atteindre 23,75% en 2008, alors que le service de la dette est passé de 21,6% en 2006 à 15,35% en 2007.</p>
<p>Il n'existe aucun recours judiciaire pour les violations de DESC, est-ce que l'État va élargir le mandat de la CDH ?</p>	<p>Même dans d'autres pays, la justiciabilité des DESC a encore besoin d'être testée devant les tribunaux. Selon la Constitution de 1987, certaines lois internationales ratifiées par le gouvernement appartiennent au droit à la terre.</p>
<p>Quelle est la place des DESC dans le Plan de développement à moyen terme de Philippines pour 2010 ?</p>	<p>Les droits de l'Homme sont au cœur de la gouvernance philippine. L'agenda de réforme sociale du gouvernement fait clairement preuve d'une approche basée sur les droits.</p>
<p>Sévères réductions budgétaires en matière de services sociaux. Le taux de pauvreté à Mindanao est-il multiplié par deux dans la Région de la capitale nationale (National Capital Region) ?</p>	
<p>Quels sont les impacts sur les peuples autochtones de la Loi sur les activités minières (Mining Act) et de la Loi sur les droits des peuples autochtones ? La Loi sur les activités minières entrave-t-elle la réalisation des DESC ? Quel est l'impact de l'activité minière sur les DESC ?</p>	<p>La Loi sur les droits des peuples autochtones n'est pas affaiblie par la Loi sur les activités minières de 1995. Elle garantit la participation des communautés autochtones et les profits de l'extraction minière sont partagés avec les peuples autochtones.</p> <p>Le Décret 270 assure une activité minière responsable grâce à une technologie sûre et à la protection de l'environnement, tout en facilitant l'entrée des investissements. Cette directive impose aussi une concertation avec les communautés touchées et le partage des profits de l'exploitation minière.</p> <p>L'activité minière ne compromet pas les droits des peuples autochtones. La Commission nationale sur les peuples autochtones (NCIP) est membre du Conseil de développement des minéraux où elle représente les peuples autochtones.</p> <p>Contradiction entre la Loi sur les activités minières et la Loi sur les droits des peuples autochtones : les clauses de cette dernière ont</p>

	<p>été maintenues mais celles de l' Accord sur le partage de la production minière (MPSA) doivent également être reconnues en raison de leur antériorité.</p>
<p>Quelles mesures ont été prises pour faire face à la violence domestique ?</p>	<p>La Loi criminalisant la violence contre les femmes et les enfants a été mise en vigueur et des conseils inter-agences sont en train d'être créés au niveau local. Des centres de crise tout-en-un sont également en cours d'installation et trois ont déjà été mis en place.</p> <p>Les fonctionnaires du Barangay (localité), la police et le Ministère de l'action sociale et du développement pourraient émettre un décret sur la protection afin d'empêcher la violence familiale. Le Bureau national des statistiques (NSO) a notamment consacré une partie de ses sondages à la question de la sécurité personnelle. Une base de données fait également l'objet d'un test pilote pour le suivi des réponses des agences gouvernementales concernant les cas de violence domestique.</p>
<p>Qui va être le plus durement touché par la crise financière ? Des mécanismes sont-ils mis en place pour atténuer les répercussions de la crise sur la population pauvre ?</p>	<p>La crise financière devrait avoir un impact minime sur l'économie des Philippines en raison des rajustements nécessaires opérés quelque temps auparavant.</p> <p>Davantage d'investissements vont arriver du Moyen Orient. Le gouvernement a aussi prévu d'imposer un droit d'accise sur l'alcool et les produits de tabac, et projette une mise en place d'infrastructures accélérée. Il existe également des programmes de protection sociale tels que le Programme accéléré d'atténuation de la faim (AHMP), Tindahan ni Gloria et Gulayan ng Masa.</p> <p>Le chiffre des Travailleurs philippins d'outre-mer (OFW) déplacés sera minime également. Il y a deux millions d'emplois assurés au Moyen Orient. La plupart des OFW travaillent dans des secteurs stratégiques tels que la santé ou l'éducation.</p> <p>Mais le gouvernement prendra tout de même en charge les OFW déplacés en leur procurant une assistance pour le rapatriement. Il mettra également à disposition des conseillers et</p>

	ainsi qu'une aide pour la subsistance de ceux qui se retrouveront sans emploi. Le gouvernement se mettra à la recherche de nouveaux marchés et garantira de nouveaux bons de travail à l'étranger.
Existe-t-il des agriculteurs privés de leurs terres ? Y a-t-il un mécanisme de protection des agriculteurs ? La procédure judiciaire est très lente. Existe-t-il un organe indépendant pour assurer la médiation entre les agriculteurs et les propriétaires fonciers ?	
Qu'en est-il de la formation aux droits de l'Homme pour les agents de police ? Il s'agit d'un cours de combien d'heures ?	
Combien de cas de violations des droits de l'Homme tels que les expulsions forcées ont été résolus ?	
La magistrature est-elle indépendante et libre de toute corruption ?	
Dans le domaine de l'éducation, la qualité de l'enseignement semble problématique, les compétences et qualifications des enseignants est discutable.	
Dans l'éducation supérieure, la Commission est-elle en mesure d'atteindre ses quatre objectifs ? Quels ont été les résultats de 2001 jusqu'à aujourd'hui ?	
Aucune information n'est disponible quant aux institutions d'enseignement privées.	
Comment expliquez-vous le taux d'abandon élevé des étudiants ?	

Concernant les articles 6 à 9

Questions / Problèmes	Réponses du gouvernement
Les exécutions extrajudiciaires sont-elles liées à la terre ?	Les exécutions extrajudiciaires n'ont rien à voir avec les problèmes agraires.

Le médiateur a-t-il engagé des poursuites contre les fonctionnaires corrompus ?	
Quels programmes ont été mis en place pour faire face au taux élevé de sous-emploi ?	Selon l'Autorité nationale pour l'économie et le développement (NEDA), en 2008, le sous-emploi est de 21%, le chômage de 8% et le taux de population souffrant de la faim de 18,4%
La libéralisation du commerce a entraîné la délocalisation d'industries locales. La stimulation de l'emploi ne semble pas être une des grandes priorités du gouvernement. Le manque d'emplois locaux pousse les travailleurs et de plus en plus de femmes à partir à l'étranger.	Système de gestion des migrations : pour la protection des migrants.
Quel est le statut des accords bilatéraux avec les pays d'accueil des OFW ?	Les accords bilatéraux sont une bonne chose pour les employeurs car il y a échanges de compétences.
La flexibilité du travail : hausse de la contractualisation.	
Le secteur informel est également en expansion, quelles réglementations ont été promulguées pour protéger les droits de ces travailleurs ?	La Magna Carta pour les travailleurs informels est en attente au Congrès.
Le salaire minimum ne correspond pas à un minimum vital. Le conseil tri-partite autorise beaucoup d'entreprises à payer leurs employés en-dessous du salaire minimum.	
Les travailleurs ne sont pas protégés dans les zones économiques spéciales. Aucune inspection du travail n'existe.	Les entreprises des zones économiques spéciales bénéficient de quelques avantages mais cela ne va pas jusqu'à entraver les droits de travailleurs. La plupart de ces zones ne font pas l'objet d'inspections car elles ont leurs propres organes administratifs, lesquels sont censés veiller au respect des normes du travail.
Les travailleurs formels ont accès à la sécurité sociale mais qu'en est-il des travailleurs informels ?	Il existe 2,5 millions de travailleurs informels qui sont membres de PhilHealth. Encore une fois, la Magna Carta pour les travailleurs informels est en attente au Congrès.

L'accès des femmes à la sécurité sociale ?	
Le gouvernement pense-t-il ratifier la convention 102 de l'OIT ?	
Aux Philippines, le congé maternité est de 8 semaines alors que la norme mondiale est de 12 semaines.	Un projet de loi est en attente pour rendre le congé maternité conforme aux normes du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)
Les jeunes travailleurs sont-ils rémunérés de manière juste suivant leur formation ?	
En 2006, le nombre des syndicats enregistrés a baissé, comment cela s'explique-t-il ? Les travailleurs ont-ils peur de se syndicaliser ou y a-t-il d'autres raisons ?	(Ministère du travail et de l'emploi - DOLE), syndicats en baisse - les travailleurs et les patrons préfèrent les conseils juridiques/de direction Règlement expéditif des conflits
Le modèle d'économie libérale– exportation des produits / du travail et baisse des dépenses sociales.	La promotion des emplois à l'étranger ne fait pas partie de la politique du gouvernement.
Existe-t-il des procédés spécifiques pour encourager les employeurs à engager des personnes handicapées ?	
Les renseignements fournis sur la médecine du travail dans le rapport du gouvernement ne sont pas conformes aux données désagrégées.	
Veuillez fournir des données concernant les inspecteurs du travail. Sociétés comptant 200 travailleurs ou plus.	
Combien de personnes profitent des avantages vieillesse ?	
Quelles mesures sont prises afin de protéger à la fois les droits de syndicats et leurs leaders contre le harcèlement ?	

Concernant les articles 10 à 12

En 2003, le taux de pauvreté était de 11%	
---	--

(moins d'un dollar par jour) mais à présent il a atteint 36%. Veuillez fournir des données spécifiques à ce sujet.	
Quelles mesures ont été prises pour faire en sorte que les politiques de libre échange ne lèsent pas les petits agriculteurs ?	La libéralisation des échanges a relativement peu d'impact sur les petits agriculteurs
Les DESC font-ils partie du plan d'action pour combattre la pauvreté ?	
Pourquoi la pauvreté est-elle en hausse ? Parce que le gouvernement ne fournit pas assez de ressources ?	
Veuillez fournir des données désagrégées sur les sans abris et les expulsions forcées.	
Quels sont les programmes de protection de la famille, et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants ?	
Veuillez fournir des données sur les moyens de contraception et autres services de planning familial.	
Le divorce existe-t-il ? Comment se fait la séparation des biens ?	
Les enfants illégitimes sont-ils reconnus ?	
Veuillez fournir des données sur le trafic de personnes.	
3,6 millions de personnes souffrent de la faim en raison de la mauvaise application de la réforme agraire et de l'agriculture. Quelles mesures ont été prises afin de remédier à cette situation ?	Causes de la faim : augmentation des prix, revenus insuffisants, prix élevés du pétrole, inflation due à la TVA et croissance de la population. Le gouvernement a mis en place le Programme accéléré d'atténuation de la faim (AHMP) pour faire face à ce problème.
La baisse du taux de mortalité maternelle se constate-t-elle également chez les peuples autochtones ?	
Veuillez fournir des données concernant	14,3% de la population n'a pas accès à l'eau

l'accès à l'eau des résidents de la Région de la capitale nationale	potable. Investissement du secteur public ou privé. Le gouvernement encourage l'investissement privé dans ce domaine.
Veillez fournir des données concernant le travail des enfants.	
La réforme foncière a-t-elle amélioré le niveau de vie ? Nous avons besoin de plus de données pour évaluer ce programme.	
Selon le rapport, 2,3 millions de personnes n'ont pas accès aux sanitaires, quelle est la situation actuelle ?	
Veillez fournir des renseignements détaillés sur l'hygiène industrielle.	
Pourquoi le congé maternité n'est-il accordé que jusqu'à la quatrième grossesse ?	Il existe un projet de loi en attente visant à rendre le congé maternité conforme aux normes du CEDAW.
Disparité régionale des taux de pauvreté – taux élevé dans la Région autonome musulmane de Mindanao (ARMM)	

Articles 13 à 15

Faibles dépenses dans l'éducation (alinéa 876 du rapport officiel), y a-t-il eu amélioration dans ce domaine ?	
Nous ne disposons d'aucune information concernant les droits de propriété intellectuelle des peuples autochtones.	